

Petite revue de philosophie

La révolution politique en Pologne et dans les pays de l'Europe de l'Est

Normand Guèvremont et Louis Simard

Volume 4, numéro 2, printemps 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1105557ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1105557ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collège Édouard-Montpetit

ISSN

0709-4469 (imprimé)

2817-3295 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Guèvremont, N. & Simard, L. (1983). La révolution politique en Pologne et dans les pays de l'Europe de l'Est. *Petite revue de philosophie*, 4(2), 109–146. <https://doi.org/10.7202/1105557ar>

**La révolution politique en Pologne
et dans les pays de l'Europe de l'Est**

Normand Guèvremont

Professeur au département de sciences politiques

Louis Simard

Professeur au département de philosophie

Une nouvelle étape dans le combat des travailleurs, de la jeunesse et des intellectuels contre la bureaucratie s'est ouverte en Pologne. Ce combat, que nous appelons la révolution politique, a franchi un pas qualitatif important ces deux dernières années, certes au premier titre pour les masses et les travailleurs polonais, mais aussi pour tous les travailleurs de l'Europe de l'Est et de l'URSS. Les événements survenus en Pologne depuis l'été 1980 jusqu'à aujourd'hui ont posé dans toute leur ampleur le problème fondamental de toute révolution, c'est-à-dire le problème du pouvoir, et en l'occurrence ici, la question du pouvoir de la bureaucratie, ou bien celui de la classe ouvrière.

Le 31 août 1980, Lech Walesa signait avec le gouvernement polonais un accord reconnaissant les syndicats indépendants qui ouvrait la voie à la création de Solidarité. Pour la première fois depuis que la bureau-

cratie, avec à sa tête Staline, a usurpé le pouvoir en URSS et étendu ses tentacules sur l'ensemble des pays où le capital a été exproprié, la bureaucratie était contrainte de reconnaître officiellement un syndicat échappant à sa domination et donc dirigé contre elle. Comme la presse internationale l'a maintes fois rappelé, il s'agissait d'une première dans les pays dits «socialistes» ou «communistes». Ce fait est d'une importance capitale pour l'ensemble des pays où les masses sont sous l'emprise d'une bureaucratie qui, au nom même du socialisme, défend ses privilèges en étouffant les revendications et les aspirations des travailleurs, des jeunes et des intellectuels depuis près de 60 ans.

Des accords de Gdansk et du premier congrès de Solidarité, à l'état de siège, la délégalisation, puis la dissolution de Solidarité, nous voulons rappeler dans cet article les différentes étapes de la lutte des travailleurs polonais contre la bureaucratie. Les faits pour nous parlent d'eux-mêmes et montrent la puissance du mouvement qui part de la classe ouvrière, des usines, pour ébranler toutes les institutions de la société polonaise. En rappelant par ailleurs les différentes luttes des travailleurs des pays de l'Europe de l'Est contre la bureaucratie depuis 1953, nous voulons montrer que la révolution en Pologne se situe dans le prolongement même des luttes antérieures tout en constituant un pas de plus, et fondamental, dans la rupture de la classe ouvrière avec la bureaucratie. Les faits le montrent, et cela ne pourrait être autrement, la lutte des travailleurs de l'Europe et de l'URSS contre la bureaucratie est faite d'hésitations, de tâtonnements, d'illusions, d'incertitudes, d'échecs... au travers desquels la classe ouvrière tire elle-même, de sa propre expérience, ses propres

leçons. L'exposé chronologique des faits tente d'illustrer ce mouvement historique et actuel.

Nous faut-il préciser finalement, que si pour nous la classe ouvrière joue le rôle fondamental dans la remise en cause de la bureaucratie, de son régime politique qui s'appuie sur la terreur pour réprimer les aspirations profondes de liberté de tout un peuple, nous ne négligeons aucunement le rôle que jouent et ont joué d'autres forces sociales, comme l'Église ou le mouvement nationaliste. L'espace consacré à cet article nous empêche d'en rendre compte adéquatement. Il en est de même du rôle joué par l'URSS dans les présents événements en Pologne; bien qu'en filigrane dans l'article, ce rôle pourrait être davantage précisé.

I- LA RÉVOLUTION POLITIQUE DANS LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST ET EN URSS

Allemagne de l'Est: juin 1953

Pour faire face aux difficultés économiques, le Conseil des ministres de la République démocratique allemande décrète le 28 mai 1953 un relèvement général des normes de travail des ouvriers du bâtiment de 10%, parfois de 20% ou 30%. Alors que l'effervescence est grande chez les travailleurs du bâtiment de Berlin-est contre le relèvement des normes, le 14 juin, l'organe officiel de la RDA, le Neues Deutschland, annonce la victoire quasi totale d'une partie des travailleurs du bâtiment de Berlin-ouest en grève depuis la mi-mai.

Le 16 juin, 200 travailleurs des chantiers de la Stalin-Allee, à Berlin-est, derrière une banderolle «À bas l'augmentation des normes!», se rendent en délégation au gouvernement. «En un tournemain, ra-

conte Robert Haveman, alors responsable du parti, la maigre file se transforme en un puissant rassemblement de manifestants qui arrivent de toutes parts en courant dans leurs bleus de travail, attirés comme la limaille par l'aimant». Par milliers, devant la Maison des ministres, les manifestants scandent un slogan qui sera repris vingt ans plus tard par les ouvriers polonais: «On est des travailleurs, on n'est pas des esclaves»; «À bas la tyrannie des normes». Un représentant du gouvernement annonce alors l'annulation du relèvement des normes. Suscitant une tempête d'applaudissements, un ouvrier crie: «Il ne s'agit plus de normes et de prix. Le régime doit démissionner. Nous voulons des élections libres et secrètes». La grève générale est décidée pour le lendemain. Avec une rapidité déconcertante, en quelques heures, les travailleurs de Berlin-est passent des revendications économiques à la question du pouvoir politique.

Le lendemain, les chars soviétiques stationnés en RDA sortent des casernes. L'état de siège est proclamé. On tire sur les grévistes et les manifestants. Le soir, les chars du Kremlin ont écrasé le mouvement dans le sang. Mais les répercussions de ces événements devaient être énormes dans toute l'Europe de l'Est et en URSS.

Pologne-Hongrie, 1956

Staline meurt en 1953. Kroutchchev va alors tenter de consolider le pouvoir de la bureaucratie, en esquissant une «nouvelle» politique, plus dégagée de l'étreinte sanglante du pouvoir totalitaire de Staline. C'est dans ce cadre qu'au 20e Congrès du Parti communiste de l'URSS, en février 1956, Kroutchchev dénonce le «culte de la personnalité» et quelques «crimes» et

«erreurs» de Staline. Le choc est brutal pour les responsables des différents partis communistes dans le monde. Cependant, voulant réduire les tensions, la nouvelle politique de la bureaucratie cristallise en même temps les éléments d'explosion qui se sont accumulés durant les années précédentes: l'espoir va se développer dans les masses que quelque chose peut changer, qu'une issue peut se dessiner.

En Pologne, dès la fin 1955, Po Prostu, un hebdomadaire étudiant, a résumé le programme qui réunit toute une avant-garde autour du journal: dire la vérité sur tout, dire la vérité sur la situation réelle des travailleurs et leurs rapports avec la bureaucratie dirigeante. Le journal connaît un immense succès. En juin 1956, le mouvement s'accélère: les concessions faites par les dirigeants apparaissent insuffisantes aux travailleurs, aux étudiants, aux intellectuels. Les travailleurs de l'usine Zispo à Poznan se mettent en grève. Le gouvernement réprime brutalement la grève et les manifestations et procède à des arrestations massives. La bureaucratie polonaise craint le mouvement des masses. Aussi décide-t-elle, dans le but de l'apaiser, d'entreprendre des négociations pour le retour de Wladislaw Gomulka, ancien premier secrétaire du parti, arrêté, emprisonné, exclu du parti sous Staline. Le bureau politique du PCUS¹ débarque en plein comité central du parti polonais, à Varsovie, pendant que les forces armées de l'URSS stationnées en Pologne font marche sur la capitale. La menace d'intervention du Kremlin accroît la mobilisation des masses: meetings, manifestations, constitution de réseaux de groupes ouvriers dans

1. Parti communiste de l'Union soviétique.

les usines. Cette mobilisation fera reculer Moscou qui craint le pire: l'appareil du Kremlin accepte le retour de Gomulka proposé par la bureaucratie polonaise.

Si les travailleurs voient dans la désignation de Gomulka au poste de premier secrétaire du parti une réelle victoire, s'ils se tournent vers lui pour demander la satisfaction de leurs revendications, en même temps, aucune confiance aveugle ne règne chez eux: ils constituent leurs propres organes de pouvoir, les conseils ouvriers, ils chassent eux-mêmes des syndicats et des postes de direction du parti les éléments les plus représentatifs de l'appareil bureaucratique. Cela malgré les discours de Gomulka invitant à ne pas aller trop loin, au nom de la nécessaire «unité du parti». Tout en promettant des réformes «libéralisatrices», Gomulka pose clairement l'enjeu de la révolution polonaise quand il déclare:

«Les conseils ouvriers ne doivent être que des organes économiques, d'autogestion ouvrière, *sans pouvoir politique*. Le parti doit garder son rôle de dirigeant unique, il doit être cohérent et uni, c'est là le garant de la permanence de l'État.»²

Ce dont il s'agit, c'est de conserver tout le pouvoir au parti stalinien et pour ce, abattre les conseils ouvriers, empêcher leur centralisation au niveau national comme expression politique des travailleurs et des masses.

La «gauche communiste» qui s'est constituée dans le feu de la révolution croit pouvoir redresser, «démocratiser» le parti dont Gomulka affirme en 1956, sous la pression du mouvement, que chacun y a «le droit de garder son point de vue». Un an plus tard, Gomulka

2. Les soulignés sont de nous.

interdit Po Prostu qui prétend conserver «le droit de publier son point de vue». En août 1957, il ordonne à la milice de matraquer les traminots de Lodz en grève.

La mobilisation des travailleurs polonais jette une véritable étincelle dans le *baril de poudre hongrois*. Au moment même des grandes manifestations de Poznan, les 27 et 28 juin 1956, le cercle Petöfi, cercle de discussion créé à partir de l'organisation de jeunesse du Parti communiste hongrois, organise une réunion destinée à discuter de la liberté de presse: 8,000 jeunes travailleurs, étudiants et intellectuels acclament Tibor Dery, écrivain communiste, qui déclare: «Il est temps d'en finir avec cet état de gendarmes et de bureaucrates.»³ Le cercle Petöfi se solidarise avec les travailleurs polonais. Les étudiants de l'université technique envoient «leur sympathie fraternelle à leurs camarades polonais en lutte pour la souveraineté et la libération».⁴ Ils organisent une manifestation de solidarité avec la Pologne: 100,000 manifestants y participent. Le Daily Express rapporte (24 octobre 1956): «Tout Budapest est dans la rue, en tête des jeunes portent d'immenses portraits de Lénine.» Gerö, qui a remplacé Rakosi qui vient de démissionner, fait tirer sur les manifestants. La manifestation tourne à l'émeute. Les troupes du Kremlin font une première incursion en Hongrie pour rétablir l'ordre. La Hongrie se couvre de conseils ouvriers par entreprise, de comités révolutionnaires sur le plan local. Les troupes du Kremlin entrent une seconde fois en Hongrie, le 4 novembre 1956, et répriment le mouvement révolutionnaire hongrois avec sauvagerie: 80,000 morts. «Les

3. New York Times, 2 juillet 1956.

4. *Ibid.*, 22 octobre 1956.

principaux centres de résistance furent les quartiers ouvriers. Les objectifs que les soviétiques attaquèrent avec une rage et une fureur spéciales furent les usines où les communistes hongrois avaient leurs places fortes et leurs militants les plus actifs». ⁵

Malgré la répression brutale, 10 jours plus tard, les délégués des conseils ouvriers d'arrondissement de Budapest, qui forment le conseil central ouvrier du Grand Budapest, se réunissent. Ils demandent: la libération de tous les détenus politiques, le retrait rapide des troupes soviétiques, l'abolition du système du parti unique, la seule reconnaissance des partis se fondant sur le socialisme. La révolution hongroise sera écrasée par la présence en Hongrie de 200,000 soldats soviétiques déployés contre ceux dont le journal *Le Monde* affirmait que leur crime était d'avoir voulu «construire un nouveau pouvoir à opposer aux organismes exécutifs de l'État». C'est sur cette base que Kadar, abrité derrière les troupes russes, forme le 4 novembre un nouveau gouvernement et réussit à reconstituer le pouvoir de la caste bureaucratique privilégiée.

Les mouvements révolutionnaires de 1953 en Allemagne de l'est et de 1956 en Pologne, la révolution hongroise des Conseils en novembre 1956, constituent une première période de la révolution politique, période marquée par l'apparition des conseils ouvriers, des comités révolutionnaires, la nécessité de leur centralisation nationale.

Les organisations traditionnelles de la classe ouvrière ont été détruites par la bureaucratie et ont été remplacées par des organismes «officiels» qui ne sont

5. *France Soir* du 12 novembre 1956.

que l'extension du pouvoir de la caste privilégiée. Chez les militants révolutionnaires, en Pologne comme en Hongrie et en Allemagne de l'est, les illusions demeurent fortes sur la possibilité de redresser, de démocratiser les organismes mis en place par la bureaucratie, et la bureaucratie elle-même. Mais en même temps l'ensemble des travailleurs de l'Europe de l'Est et de l'URSS commencent à tirer les leçons de leur propre expérience. En témoignent, en 1964, les conclusions de deux jeunes communistes polonais deux fois emprisonnés pour leurs opinions, Jacek Kuron et Karol Modzelewski qui terminent leur analyse de la société dite «socialiste» en affirmant la nécessité de détruire la bureaucratie. Pour ces deux jeunes communistes, le temps des illusions commence à prendre fin. Ils expriment déjà l'enjeu politique qui sera au coeur des événements qui vont se produire en Tchécoslovaquie 8 ans plus tard.

1968: Le printemps de Prague

Vieux pays où la classe ouvrière a de profondes traditions politiques, la Tchécoslovaquie est particulièrement «choyée» par la bureaucratie du Kremlin. De plus, son histoire, son développement économique, social et politique la lient aux autres pays de l'Europe centrale, en particulier l'Autriche et l'Allemagne. Aussi, Novotny, nommé par le Kremlin en 1948, apparaît-il comme l'un des plus durs et des plus stables des dirigeants staliniens de l'Europe de l'Est.

La Tchécoslovaquie n'échappe cependant pas à la crise du stalinisme. En 1966-67, la manipulation des statistiques ne réussit pas à masquer la dégradation de l'économie. Le mouvement des travailleurs, dont le niveau de vie stagne, et celui des étudiants et intellectuels qui

réclament une authentique liberté de création, poussent une partie de l'appareil du Parti communiste tchécoslovaque à réclamer le départ de Novotny, alors premier secrétaire du Parti communiste et président de la République tchécoslovaque. Nous ne pouvons, dans le cadre de cet article, rendre compte de toutes les manifestations de l'explosion révolutionnaire tchécoslovaque. C'est ce puissant mouvement des travailleurs, des jeunes, des intellectuels qui oblige Dubcek à aller toujours plus loin dans la liquidation du «novotnysme». Sous la pression de ce mouvement, qui disloque l'appareil du parti (aile Dubcek vs novotnystes), est convoqué officiellement, pour le 9 septembre, le 14e Congrès du Parti communiste tchécoslovaque. François Fejto écrit, dans son *Histoire des démocraties populaires*: «L'opinion se fit jour que Dubcek commettrait une erreur en voulant gouverner avec un Comité central et une Assemblée nationale dont la plupart des membres devaient leur poste à la bonne grâce de Novotny et de son appareil.» Dans ce cadre, même si les rédacteurs des nouveaux statuts devant être présentés au Congrès pensent pouvoir répondre aux aspirations qui montent de tous les secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse, en «réformant» et «démocratisant» le Parti, ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'explosion du vieux parti stalinien et la constitution d'un nouveau parti. L'URSS ne s'y trompe pas; le 21 août, les chars russes envahissent Prague. Dubcek et quatre membres du présidium sont arrêtés. C'est avant tout pour prévenir la tenue du 14e Congrès que la bureaucratie du Kremlin s'est décidée à envahir la Tchécoslovaquie. Si l'immense majorité des dirigeants de la révolution politique estimaient que les masses tchécoslovasques pourraient graduellement imposer

leur volonté et que les dirigeants de la bureaucratie, en Tchécoslovaquie, en Europe de l'Est et au Kremlin, ne pourraient que s'incliner devant les faits, l'invasion militaire a brutalement mis fin à cette illusion.

Le matin même de l'invasion, le comité de Prague «appelle les délégués, par radio, à se rendre à Prague, par tous les moyens en leur possession, à s'y réunir et à décider eux-mêmes s'ils se constituent en congrès».⁶ Le 22 août, la majorité des délégués du 14e Congrès clandestin se réunit dans l'usine CKD de Prague et décide de se constituer en congrès. Un nouveau parti se constitue. Le 14e Congrès clandestin du PCT est un moment capital dans la lutte du prolétariat des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS, en ce qu'il exprime la nécessité de la rupture totale avec la bureaucratie et de la construction, par les travailleurs, de leurs propres organisations: syndicats et parti.

La bureaucratie n'a jamais fait montre d'excessifs sentiments humanitaires. Si elle essaie d'éviter un nouveau Budapest, c'est pour des raisons politiques. Le Kremlin veut faire capituler Dubcek.

En signant les «accords de Moscou», en vérité un véritable «diktat» du Kremlin sur la «normalisation», la direction Dubcek expliquera qu'il s'agissait de «préserver l'essentiel». C'était la fin du Printemps de Prague. À la réunion du Comité central du 31 août 1968, Jaroslav Sabata⁷ déclare, après la lecture du diktat de Moscou:

6. Pierre Broué, *Le printemps des peuples commence à Prague*.

7. Jaroslav Sabata, docteur en philosophie, professeur d'université, membre du parti communiste depuis l'âge de 19 ans, secrétaire du comité régional du PCT à Brno, condamné en 1972 à la privation de liberté pour 6 ans et demi.

«Si le camarade Tytis (défenseur des «accords») veut mener une politique partant de ces principes, il peut y parvenir, mais à une seule condition: par la force des baïonnettes, soviétiques et autres. Nous savons tous que ce n'est pas là une voie communiste, que ce n'est pas là une politique communiste, mais anti-communiste... Il faut condamner cette position, il faut l'appeler par son nom: elle est l'expression des conceptions qui sont, dans une large mesure, responsables de ce qui s'est passé. Elles font partie du complot contre le Parti et contre le pays.»⁸ Jiri Pelikan, ancien directeur de la télévision tchécoslovaque, délégué au 14e Congrès clandestin et élu au Comité central du PCT à ce congrès, qualifie dans son livre *Ici Prague*, la position adoptée par la direction Dubcek à cette époque «d'erreur irréparable»: «Le grand mérite de Jaroslav Sabata est d'avoir montré un des premiers, dans ce moment de grande confusion, qu'il existait une autre voie: celle qui consistait à s'appuyer sur les neuf dixièmes de la population, à s'inspirer de ses sentiments, à faire la politique du peuple!» L'équipe Dubcek, prise entre la bureaucratie du Kremlin et les aspirations des masses, ne réussit pas à concilier l'inconciliable. Six mois plus tard, la bureaucratie se débarrasse de Dubcek pour installer son protégé, le «normalisateur» Husak: 500,000 membres du PCT ont été exclus et le PCT est devenu le «parti des quinquagénaires». Si la montée révolutionnaire des travailleurs tchécoslovaques a été bloquée, il n'a pas été possible de «liquider les 50,000 contre-révolutionnaires» que dénonçait la Pravda au mois d'août 1968. Après l'exclusion du PCT des principaux dirigeants, fin 1969, l'opposition va se regrouper dans ce que Alfred Cerny

8. Jiri Pelikan, *Ici Prague*, p. 89.

(membre du Comité central élu lors du 14e Congrès clandestin) a appelé, dans sa «Lettre aux Partis communistes du monde entier», le 25 mars 1971, «le parti de l'avenir». La politique de Husak a développé au sein des masses tchécoslovaques une haine profonde pour le Kremlin et son agence locale, le PCT. Cette politique a aussi contribué à la maturation de la révolution dans toute l'Europe de l'Est. Cette maturation va trouver son prolongement immédiat deux ans plus tard en Pologne.

Pologne, 1970-1976

Au printemps 1968, après la révolte des écrivains provoquée par l'interdiction de la pièce de Mickiewicz «Dziady»,⁹ après que durant trois semaines tous les centres universitaires furent le théâtre d'une puissante mobilisation où les étudiants posaient tous les problèmes d'une société gangrenée par la bureaucratie qu'ils qualifiaient de «corps étranger à la classe ouvrière», le Parti communiste polonais avait engagé une campagne de normalisation préventive que la bureaucratie polonaise avait, lui semblait-elle, menée à bien. Le 1er décembre 1970, Gomulka engage une offensive brutale contre le mouvement ouvrier polonais en décrétant une très importante hausse des prix. La réaction de la classe ouvrière est immédiate. Dans les grandes villes de la Baltique, Gdansk, Gdynia, Szczecin, les ouvriers déclenchent la grève, organisent des manifestations de protestation, constituent une milice armée. Dans toutes les villes du littoral, les conseils ouvriers connaissent un

9. Mot qui a un double sens: les «vieux» (aîeux), et aussi les «gueux». La pièce portait en sous-titre «La fête des morts», qui était une pièce écrite au XIXe siècle et dans laquelle les ancêtres des polonais apparaissaient à leurs descendants et stimulaient leur lutte contre les Russes.

développement prodigieux et ce sont eux qui dirigent les combats. À Szczecin par exemple, le comité central de grève assume le pouvoir dans la ville à la place du parti et de la municipalité. La colère des ouvriers se tourne en premier lieu contre les dirigeants du parti: à Elblag, le premier secrétaire est pendu. Au cours d'une assemblée de tous les membres du parti à Gdansk, ceux-ci exigent le renouvellement périodique des responsables, la modification de la procédure électorale et des statuts du parti; plus d'informations véridiques pour les ouvriers. Au centre des questions soulevées: la «démocratie dans le parti et dans le pays», et la question de l'indépendance des syndicats, force par laquelle les travailleurs pourraient s'exprimer librement.

Dès le début de la grève dans les villes de la Baltique, la bureaucratie frappe: des délégations de grévistes sont arrêtées, des détachements militaires et blindés tirent sur les manifestants; en quelques heures, des centaines de morts jonchent les rues. Les grévistes ne plient pas. Au moment où s'organise dans tout le pays un vaste mouvement de solidarité, la grève menace de s'étendre. La bureaucratie et le Kremlin craignent d'avoir à affronter toute la classe ouvrière. Voulant à tout prix éviter l'affrontement général, ils liquident Gomulka. Gierek, premier secrétaire de la voïevodie¹⁰ de Silésie, le remplace. Il annonce immédiatement des augmentations de salaires. Quelques jours plus tard, les hausses de prix sont annulées. Le comité central de grève de Szczecin et celui des villes de Gdansk, Gdynia, Sopot exigent la venue sur place de Gierek et de Jaroszewicz (le premier ministre). Les ouvriers passent un compromis

10. Division administrative. Au nombre de 49, elles équivalent à ce que sont les départements en France.

avec Gierek; leurs délégués s'expriment en ces termes: «À l'époque, nous avons fait aussi confiance à Gomulka, oui? Sauf que cela ne s'est pas réalisé... Il faut donner à cet homme au moins un an ou deux ans, et nous verrons bien les résultats qu'il y aura. Si au bout d'un an ou deux ans, rien n'est fait, nous dirons: camarades, nous avons été dupés à nouveau.» (Gierek face aux grévistes de Szczecin, Selio, Paris). La discussion entre les grévistes et Gierek montre que les rapports se sont modifiés entre la classe ouvrière et la bureaucratie. La confiance dans la capacité de «réformer» la bureaucratie s'est évanouie. Ce qui est maintenant nouveau, et cela ne vaut pas pour la Pologne seulement, c'est que les masses, depuis l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, saisissent que leurs aspirations ne peuvent se réaliser dans le cadre des institutions bureaucratiques. Elles comprennent aussi les liens indissolubles entre le Parti communiste polonais (POUP), l'État bureaucratique polonais et la bureaucratie du Kremlin.

Les travailleurs de la Baltique avaient signifié à Gierek qu'ils l'avaient à l'oeil. Ils ont tenu parole. Le 24 juin 1976, le gouvernement Gierek décrète une série d'augmentation des prix des produits alimentaires (60% sur la viande, 100% sur le sucre, 50% sur le beurre et les fromages, 69% sur le poisson, 30% sur les volailles et les légumes...). La tradition de combat des travailleurs de Szczecin, de Gdansk, Gdynia et Sopot est demeurée intacte. Dès le lendemain, ce sont les travailleurs de l'usine de mécanique Ursus, près de Varsovie, et ceux de Radom, qui déclenchent la grève contre les hausses. En quelques heures, la Pologne est au bord de la grève générale. Gierek annule la hausse des prix, mais la bureaucratie va organiser une chasse impitoyable contre

les grévistes: des dizaines de morts, des milliers d'arrestations et de condamnations. C'est pour venir en aide aux ouvriers de l'usine d'Ursus et de Radom, victimes de la répression, puis à tous les travailleurs polonais persécutés par le régime, que le 23 septembre, un groupe d'intellectuels, parmi lesquels on compte Jacek Kuron et Adam Michnik, crée le Comité de défense des ouvriers (KOR) qui prendra le nom, en octobre 1977, de Comité d'auto-défense sociale. Le KOR jouera un rôle majeur dans les années qui suivent, non seulement dans la défense des ouvriers, mais aussi dans l'organisation syndicale indépendante de la bureaucratie que les travailleurs polonais officialiseront en 1980 en fondant Solidarité.

II- POLOGNE, POINTE AVANCÉE DE LA LUTTE CONTRE LA BUREAUCRATIE

Des accords de Gdansk au Congrès de solidarité

Comme en 1970 et en 1976, le gouvernement polonais décrète, le 1er juillet 1980, une hausse des prix de la viande. Dès le lendemain, les travailleurs d'une usine de montage de pièces d'automobiles, à Tczew, dans la région de Gdansk, déclenchent la grève pour protester contre cette hausse. Ils sont suivis par les travailleurs de l'usine de tracteurs d'Ursus et d'une fonderie de Varsovie. Malgré l'annonce par les autorités d'une annulation progressive de la hausse des prix, le mouvement fait tache d'huile. Le 10 juillet: grève de 20,000 ouvriers à l'usine d'automobiles de Zeran. Dans l'ensemble de la Pologne, plus d'une trentaine d'entreprises sont déjà paralysées. Le 16 juillet, en dépit de l'appel à la discipline lancé par le bureau politique du POUP, une grève générale de deux jours éclate à Lublin

(300 000h). Les cheminots y réclament des élections syndicales libres. Le mouvement continue à s'étendre. À Poznan, Gdynia, dans le port de Gdansk. Varsovie n'est pas épargnée. Le 7 août, les éboueurs déclenchent une grève d'une semaine. Devant l'ampleur du mouvement, la direction du POUP se voit obligée de reconnaître la nécessité d'apporter des changements à la structure et au fonctionnement des syndicats officiels.

Survient alors l'élément catalyseur de tous les événements à venir: le 14 août, les 17,000 travailleurs des chantiers navals Lénine, à Gdansk, déclenchent la grève pour protester contre le licenciement d'Anna Walentynowicz militante en faveur des syndicats libres. Les travailleurs des chantiers Lénine deviennent dès lors l'avant-garde de tout le mouvement amorcé. En dépit de la satisfaction partielle de leurs revendications, ils refusent de reprendre le travail. Le 16 août sont créés à Gdansk les premiers comités inter-entreprises (MKS), syndicats indépendants de la bureaucratie. Ils déposent une liste de revendications dont les éléments les plus importants sont: droit de grève, liberté d'expression, suppression de la censure, liberté syndicale, liquidation des privilèges pour les membres de la police et du parti, hausse des salaires, indexation des salaires au coût de la vie.¹¹ Les grèves continuent à se multiplier. Le 18 août, ce n'est pas moins de 100,000 travailleurs qui font la grève dans les villes de la Baltique. Le mouvement s'étend à Lodz et aux mines de Silésie. À la fin août, 300,000 ouvriers sont en grève à travers toute la Pologne et des comités inter-entreprises sont mis sur pied partout.

11. Voir la liste complète des revendications en appendice.

Incapable de réprimer le mouvement, la bureaucratie est obligée de négocier. Le 26 août, placées devant le fait accompli, les autorités promettent la reconnaissance du droit de grève. Le surlendemain, des représentants du gouvernement disent accepter «le principe des syndicats libres», mais à la condition que ceux-ci «n'aient pas d'activités dirigées contre le système et reconnaissent le rôle dirigeant du Parti». Le 31 août, Lech Walesa signe avec le gouvernement les accords de Gdansk reconnaissant les syndicats indépendants. La bureaucratie s'engage à libérer dès le lendemain les prisonniers politiques, dont les travailleurs ont dressé la liste. Quelques jours plus tard, les 350,000 mineurs de Silésie signent aussi un accord avec le gouvernement, applicable à toute les mines du pays et prévoyant en particulier de très fortes hausses de salaires. Dans la foulée des événements, le secrétaire général du POUP, Gierek, est écarté et remplacé par Stanislav Kania. La poursuite des grèves oblige, au milieu de septembre, le Conseil d'État à accorder un statut juridique aux nouveaux syndicats indépendants et contraint la bureaucratie à étendre à tout le pays l'application des Accords de Gdansk. Le 23 septembre, les divers syndicats indépendants (comités inter-entreprises - MKS) se regroupent en un syndicat unique, Solidarité, dont Lech Walesa dépose les statuts au tribunal de Varsovie.

La défense des syndicats libres

À travers la grève massive, la classe ouvrière polonaise a constitué ses syndicats libres et forcé la bureaucratie à «reconnaître» leur existence. Les enjeux, dès lors, sont les suivants: pour les travailleurs, il s'agit de développer leurs syndicats indépendants, de les centraliser, de défendre leur existence comme organes

de combat. Pour le pouvoir, en tenant compte du rapport de force qui lui est défavorable, il s'agit de chercher à neutraliser les syndicats libres, à les «bureaucratiser»... pour en finir au plus vite avec eux. Dans la poursuite de cet objectif, Romuald Jankowski, président du Conseil central des Syndicats officiels, annonce «un mouvement de renouveau» des syndicats officiels et propose à ses «homologues» des syndicats libres de définir un programme qui leur soit commun, dans l'intérêt de «tous les ouvriers». Le sens de la manoeuvre est clair: la bureaucratie tente de dénaturer les syndicats libres en les unissant aux syndicats fantômes dont les travailleurs ne veulent plus. Mais la manoeuvre échoue. Sur la lancée du mois d'août et des Accords de Gdansk, les travailleurs continuent à construire leurs syndicats indépendants partout en Pologne. À la fin de septembre, Solidarité regroupe déjà 3,500,000 adhérents. Utilisant les organes de combat dont ils viennent de se doter, les ouvriers, dans les villes, les usines, luttent pour l'application des Accords d'août: augmentation des salaires et droit d'accès de Solidarité aux media d'information. Le 29 septembre, la direction de Solidarité annonce une grève générale d'une heure si le gouvernement ne satisfait pas ses revendications. Le 3 octobre, la grève est déclenchée: c'est une réussite totale.

La légalisation de Solidarité

La question de la légalisation de Solidarité demeure au coeur de la situation. Le 24 octobre, le Tribunal de Varsovie rend son jugement sur les statuts de Solidarité. Il déclare les accepter, mais, de son propre chef, y a ajouté la reconnaissance «du rôle dirigeant du POUP» et supprimé pratiquement le droit de grève.

Devant cette provocation, le MKS de Gdansk lance un ultimatum au gouvernement: si celui-ci ne se déclare pas prêt à négocier, la grève sera déclenchée le 28, à 20h00. La Commission nationale de Solidarité reprend l'ultimatum à son compte. Le premier ministre Pinkowski fait savoir qu'il accepte de négocier. Encore une fois, devant la puissance du mouvement, la bureaucratie retraite. Le 10 novembre, la Cour suprême casse le jugement du Tribunal de Varsovie. Elle accepte comme tels les statuts déposés par Solidarité, en échange cependant d'un compromis, négocié par Lech Walesa: la reconnaissance du rôle dirigeant du POUP est ajoutée en annexe des statuts.

Avec la constitution de Solidarité, c'est l'ensemble des travailleurs polonais qui sont organisés indépendamment d'un régime qu'ils ressentent comme un «corps étranger». Les paysans, eux aussi, ont créé leur propre organisation, Solidarité rurale, et les étudiants ont entamé la construction de leur syndicat indépendant à l'échelle nationale, le NZS. De son côté la bureaucratie, qui a dû céder aux revendications ouvrières suite aux grèves d'août, tente systématiquement de revenir sur les Accords qu'elle a signés.

Le «double pouvoir»

Cette situation ne peut que déboucher sur un nouvel affrontement. Et c'est ce qui se produit en janvier 1981, à propos de la question des «samedis libres». Selon les Accords d'août, les travailleurs ne devaient plus travailler que 40 heures par semaine, à partir de janvier 1981, les samedis devant dorénavant être chômés. Or, le 19 décembre, le président de la Commission du plan et le ministre des Finances déclarent à la Diète que cette

mesure est irréalisable: il n'est pas question d'accorder aux ouvriers plus d'un samedi libre sur deux. Ces déclarations suscitent immédiatement et partout la colère des travailleurs. Le 9 janvier, Solidarité prend l'initiative de décréter la semaine de 5 jours, sans modification du temps de travail hebdomadaire ni réduction salariale. Kania, le secrétaire du POUP, avertit qu'il ne tolérera pas un «double pouvoir». Le gouvernement décide que les samedis 10 et 24 janvier seront travaillés. En réponse, Solidarité annonce qu'il soutiendra tous les travailleurs qui décideront de rester chez-eux le 24 janvier. Ce jour-là, la Pologne connaît la plus grande grève depuis l'après-guerre. L'ampleur du mouvement pour les «samedis libres» est telle que le gouvernement est obligé, encore une fois, de négocier. Le samedi 31 janvier, un accord intervient entre Solidarité et le premier ministre Pinkowski: les travailleurs arrachent 3 samedis libres sur 4. Solidarité acquiert par ailleurs le droit de publier un hebdomadaire national à 800,000 exemplaires et huit périodiques régionaux.

Un ministère d'ordre

Le 9 février 1981, le premier ministre Pinkowski est forcé de démissionner. Le général Wojciech Jaruzelski chef de l'armée, forme son premier gouvernement. La présence d'un militaire à la tête du gouvernement constitue à elle seule un sérieux avertissement aux travailleurs. Ce changement de gouvernement consacre la défaite, enregistrée dans les semaines précédentes, de la politique suivie jusque là par le pouvoir: celle des concessions mesurées, du temps gagné, par laquelle le POUP espérait se mettre peu à peu en position d'infliger une défaite décisive aux masses. À n'en pas douter, le

nouveau gouvernement est un MINISTÈRE D'ORDRE, dont la seule et unique tâche est de donner, maintenant, un sérieux coup d'arrêt à la radicalisation des travailleurs et à leurs luttes. En même temps, et parce qu'il craint qu'en riposte à une politique de fer, les travailleurs franchissent un pas de plus dans leur révolution, le gouvernement continue à exploiter toute possibilité, aussi mince soit-elle, de parvenir à un «accord pacifique». Jaruzelski déclare, le 12 février: «Je lance cet appel aux syndicats et à tous les travailleurs pour qu'ils cessent toute grève, je demande 3 mois de travail conscient, 90 jours de tranquillité.»¹² Le gouvernement tente de gagner un répit pour, selon ses termes, négocier la «réactualisation» des Accords de Gdansk, pour, en fait, revenir sur les concessions que les travailleurs lui ont arrachées et qui sont incompatibles avec l'exercice de sa domination.

«Renverser le cours des événements»

Les travailleurs, cherchant à étendre leurs conquêtes, impulsent à leur mouvement une radicalisation de plus en plus élevée. Le pouvoir considère qu'un point limite a été atteint. La bureaucratie veut au plus vite stopper le processus, sortir de la crise qui affecte ses propres rangs et son parti, le POUP. C'est le pouvoir lui-même qui déclenchera l'affrontement.

Le 19 mars, à Bydgoszcz, les forces de répressions assaillent et frappent sauvagement des représentants de Solidarité. Plusieurs militants sont gravement blessés. La réplique des travailleurs est rapide, unanime. Pendant que partout des mouvements de grève et d'occupation des usines surgissent pour protester contre cette

12. American Press. 12-2-81.

provocation, la Commission nationale de Solidarité se prononce à une écrasante majorité pour la grève générale. Les travailleurs exigent la démission du ministre de l'intérieur, le châtement des coupables de Bydgoszcz, la légalisation de Solidarité rurale, la libération des détenus politiques, la fin de la censure. Le 27 mars, toute l'activité économique de la Pologne est paralysée pendant 4 heures, en signe d'avertissement. Manifestement, le gouvernement Jaruzelski, pressé de plus en plus ouvertement par Moscou, s'avère incapable de «renverser le cours des événements». Le 31 mars, veille du jour prévu pour le déclenchement de la grève générale, le gouvernement signe un accord avec Walesa. Celui-ci prend sur lui de lever le mot d'ordre de grève générale. Le 6 mai, le Parlement donne son accord à l'enregistrement de Solidarité rurale. C'est un important recul de la bureaucratie qui, jusque là, avait tout tenté pour mettre hors la loi le syndicat paysan, cadre permettant d'organiser l'alliance ouvrière et paysanne née dans le mouvement.

«Un peuple affamé peut dévorer ses dirigeants»

En juillet, une fois de plus, le gouvernement provoque ce qui deviendra un nouvel affrontement majeur entre les travailleurs, le peuple polonais, et la caste bureaucratique au pouvoir: il décrète une réduction des rations de viande de l'ordre de 20%. Le 22 juillet, il annonce une augmentation des prix à la consommation de l'ordre de 110% à 400%, selon la presse internationale. Déjà, au début de juillet, des usines avaient débrayé, dans la petite ville de Kutno, à 100 km de Varsovie, pour protester contre la pénurie. La population avait défilé dans la ville, formant un cortège qui s'appelait «Marche

de la faim». Le 25 juillet, ils organisent une autre marche contre les nouvelles mesures d'austérité. À partir de ce moment, le mouvement des «marches de la faim» se répand comme une traînée de poudre à travers toute la Pologne. Le 3 août, le centre de Varsovie est paralysé par les participants à la Marche. La principale artère de la capitale est occupée jour et nuit par des files d'autobus, de camions-citernes, d'ambulances, gardées par un service d'ordre ouvrier.

De ces marches de la faim, deux caractéristiques importantes méritent d'être dégagées. Jamais encore, l'alliance de toute la population forgée autour de la classe ouvrière n'est apparue aussi solide. À Varsovie, c'est pratiquement toute la population qui va apporter son soutien aux colonnes de travailleurs qui occupent les rues et constituent le fer de lance de la Marche. De plus, les participants à la Marche posent avec une insistance encore jamais vue la question du pouvoir, de «qui dirige la société». En font foi les principaux slogans scandés lors des marches de la faim: «Un peuple affamé peut dévorer ses dirigeants.» Un peuple qui meurt de faim peut se nourrir du pouvoir.»

Le congrès de Solidarité: élections libres...

Au moment où s'ouvre le 1er Congrès du Syndicat national indépendant des travailleurs polonais, dans la banlieue de Gdansk, Solidarité compte 10 millions de membres. Le Congrès siègera en deux temps, du 5 au 10 septembre, et du 26 septembre au 7 octobre. Ces 18 jours d'assises constitueront le plus grand débat démocratique qu'aient jamais connu les travailleurs polonais. Désignés après un long processus d'élections dans les entreprises puis dans les régions, 896 délégués y participent. Chacun

représente environ 10,000 travailleurs, dont 95% sont des ouvriers d'industries. Entre les deux sessions, chaque délégué prend part à des commissions par thèmes, qui se réunissent dans une douzaine de villes, afin d'élaborer le programme national du syndicat.

Ce programme en 37 thèses, adopté au terme de la deuxième session du congrès, aborde pratiquement l'ensemble des questions sociales auxquelles est confrontée la Pologne. À travers ces thèses programmatiques sont notamment contenues les deux principales revendications qui figuraient dans la déclaration finale en 7 points adoptée au terme de la première session: l'organisation «d'élections libres à la Diète et aux conseils du peuple» (assemblées régionales), et la «réforme de l'économie par la création de conseils d'auto-gestion authentiques dans les entreprises et par la liquidation de la nomenklatura du parti». Ces deux revendications constituent une remise en cause du monopole du pouvoir détenu par le parti de la bureaucratie. Par «auto-gestion», les travailleurs signifient leur volonté de faire passer les entreprises sous leur contrôle et d'en chasser la bureaucratie. C'est pourquoi, en même temps qu'il avance la création de «conseils d'auto-gestion», le congrès de Solidarité lance le mot d'ordre de «liquidation de la nomenklatura du Parti». On sait que «nomenklatura» désigne, dans les Pays de l'Est, la liste des postes de responsabilités pour lesquels c'est le Parti, et lui seul, qui désigne les titulaires devant les occuper. D'une façon très nette, les travailleurs polonais posent par là la question de savoir qui doit diriger l'entreprise, qui doit contrôler l'économie. Et contre la bureaucratie, ils postulent à cette direction.

Message aux travailleurs des pays de l'est

Il importe enfin de souligner une décision d'importance historique prise par les délégués en congrès, au terme de la première session. Celle de lancer un message aux travailleurs d'URSS et des autres «démocraties populaires». Ce message déclare notamment: «Nous soutenons ceux d'entre vous qui ont décidé de suivre la voie difficile de la lutte pour un mouvement syndical libre.» Malgré l'acharnement de toutes les bureaucraties d'Europe de l'Est pour discréditer Solidarité et le mouvement des travailleurs polonais auprès de la classe ouvrière de leurs pays respectifs, des signes attestent que l'appel du Congrès de Solidarité a reçu un écho considérable. Dès le début de la deuxième session des assises de Solidarité, on fait lecture à la tribune d'une lettre d'un travailleur de Cluj, en Roumanie, qui déclare: «Nous souhaitons plein succès au premier congrès du syndicat libre de Pologne. Nous vous remercions de votre message aux pays de l'Est.» Au début d'octobre, le journal français Le Monde fait part de la mise sur pied à Prague, d'un Comité préparatoire à la fondation de syndicats libres en Tchécoslovaquie. Le Monde reproduit un extrait du message que les fondateurs de ce comité ont adressé au congrès de Solidarité: «Nous savons fort bien que votre mouvement constitue la voie la plus efficace pour lutter contre un système bureaucratique figé et pour faire aboutir les véritables revendications des travailleurs, de nous tous; et aussi pour instaurer une auto-gestion démocratique dans la production et progressivement dans toute la société.»

L'état de siège contre les «fous politiques»

Les résultats du Congrès de Solidarité concen-

trent toutes les avancées du mouvement enclenché en Pologne depuis août 1980 et, en même temps, marquent un pas de plus dans la mobilisation ouvrière. Ils entraîneront, de la part des forces qui s'opposent à la progression de la révolution des forces qui s'opposent à la progression de la révolution politique en marche, une mobilisation sans précédent, à la hauteur des enjeux identifiés par Solidarité. C'est d'abord l'avertissement lancé par la bureaucratie de Moscou dans la fameuse Lettre du Parti communiste d'Union Soviétique au POUP, à la mi-septembre: «Le comité central du Parti et le gouvernement soviétique sont contraints d'attirer l'attention du comité central du Parti ouvrier unifié et du gouvernement polonais sur la montée de l'anti-soviétisme en Pologne et sur son intensification au point qu'elle atteint des limites dangereuses... La première partie (du congrès de Solidarité) est devenue en fait une tribune permanente de laquelle se font entendre les mensonges et les insultes contre notre État, et le prétendu message aux travailleurs de l'Est, adopté à Gdansk, est une provocation révoltante.» Pressé par le Kremlin, le POUP s'en prend à son tour, en termes très durs, aux travailleurs polonais: «Les accords conclus à Gdansk, Szczecin, et Jastrzedre ont été rompus unilatéralement, déclare le Bureau politique du POUP. On les a remplacés par un programme d'opposition politique qui vise les intérêts vitaux de la nation et de l'État et implique une orientation menaçant de faire couler le sang. Il est de l'intérêt de la nation et de la Pologne indépendante de maîtriser les fous politiques.»

De plus en plus, le pouvoir est pris dans une situation contradictoire. D'un côté, il craint encore de s'attaquer frontalement à Solidarité et, à travers lui, à

l'ensemble de la classe ouvrière. C'est ce qui explique que le POUP, à la fin de septembre, propose une «plate-forme d'entente», un «front d'accord et de coopération» réunissant le POUP, l'Église catholique et les syndicats, dont Solidarité. Mais en même temps, la bureaucratie cherche à mettre en place les conditions qui lui permettront, l'heure venue, de heurter brutalement les travailleurs. Le 19 octobre, après la démission de Kania, Jaruzelski se retrouve à la tête de l'armée, du gouvernement, et du Parti. Le 30 octobre, il propose à la Diète un projet de loi visant à suspendre le droit de grève.

Pendant ce temps, le mouvement des travailleurs, des paysans et des étudiants, renforcé par le résultat du congrès de Solidarité, poursuit sur la lancée des grandes manifestations de l'été. Le 23 octobre, 70,000 ouvriers de la voïevodie de Zielona Gora (sud-ouest du pays) entament la grève illimitée pour protester contre le licenciement d'un responsable de Solidarité par le directeur d'une ferme d'État. Ils exigent la révocation du directeur. Dans toutes les villes du pays, à l'appel de Solidarité, grève générale d'une heure, le 28 octobre, pour protester contre la pénurie alimentaire, la répression contre les militants syndicaux et pour exiger l'instauration d'un «contrôle social» sur l'économie. Le 17 novembre, 100,000 étudiants déclenchent la grève, paralysant 60% des établissements d'enseignement supérieur en Pologne.

Le Comité central du POUP décide de faire voter par la Diète les pleins pouvoirs au gouvernement et lui demande, en particulier, de suspendre le droit de grève. Le même jour, 28 novembre, le présidium de Solidarité décide d'organiser une grève de 24 heures si la loi d'ex-

ception est votée à la Diète, et de déclencher la grève générale illimitée si les mesures contenues dans la loi sont appliquées. Après que la milice eut donné l'assaut à l'école des pompiers de Varsovie occupée par les étudiants, la Commission nationale de coordination de Solidarité réunie à Gdansk le 12 décembre confirme la menace de grève générale pour le 17. Elle décide de tenir un référendum sur «la nature du pouvoir».

Le lendemain 13 décembre, le général Jaruzelski décrète l'état de siège. Les dirigeants de Solidarité sont arrêtés, Solidarité est interdit. Les libertés civiques sont suspendues. Le «Conseil militaire de salut national» décrète les mesures d'exception. Tous les syndicats sont suspendus. Couvre-feu de 22h00 à 6h00. Tout Polonais de plus de 17 ans peut être détenu «s'il met en danger la sécurité de l'État, sur décision de la Milice»; tout Polonais de plus de 13 ans peut être interpellé. Pas de déplacements de plus de 48 heures dans le pays. Censure légale; toute la presse est interdite. Pour quiconque organise une grève, 5 ans de prison. La peine de mort est encourue par ceux qui refuseront d'accepter la militarisation de l'économie. Les «samedis libres» sont suspendus.

Aujourd'hui: rien n'est réglé, rien n'est joué

Aujourd'hui, un an après la proclamation de la loi martiale, comment évaluer la situation en Pologne? Le gouvernement Jaruzelski a-t-il atteint l'objectif visé avec le coup de force du 13 décembre? Les faits parlent d'eux-mêmes. Dès février 1982, les ouvriers, les étudiants et les paysans organisent la résistance au coup de force. Des bulletins d'information paraissent régulièrement au niveau des entreprises, des villes et des régions. Des

réseaux clandestins sont organisés, des coordinations et des comités régionaux de Solidarité sont mis en place. Le 22 avril, la Commission provisoire de coordination de Solidarité est créée. Elle regroupe les représentants des quatre grandes régions du syndicat: Varsovie, Wroclaw, Cracovie et Gdansk. Le 1er et le 3 mai, c'est par dizaines de milliers que, dans la plupart des grandes villes de Pologne, les travailleurs descendent dans la rue, scandant: «Libération des emprisonnés!» «Solidarité vit et vivra!» C'est véritablement tout le peuple qui se dresse contre l'état de guerre, le 31 août, lors des manifestations appelées par Solidarité pour commémorer le deuxième anniversaire des Accords de Gdansk. Le 13 septembre, défiant à nouveau la milice, des manifestations ont lieu à Cracovie, Varsovie, Wroclaw, Lodz, Szczecin. Les affrontements durent trois jours. La bureaucratie dirigeante est plus isolée, plus discréditée que jamais. Depuis deux ans, le POUP a perdu 1.5 million de membres.

Jaruzelski fait voter par la Diète la «délégalisation» de Solidarité le 8 octobre. La «délégalisation» du syndicat constitue, de la part du pouvoir, l'aveu de son incapacité à «normaliser» la situation, c'est-à-dire son incapacité à briser le mouvement des masses pour des organisations indépendantes. Justifiant la «délégalisation» de Solidarité, le premier ministre Rakowski avoue cet échec: «Nous avons l'espoir que la masse des membres de Solidarité réussirait à isoler les extrémistes. La vie a montré que cet espoir n'était pas fondé.» Ce que la bureaucratie appelle les «extrémistes», ce sont en fait les 10 millions de travailleurs organisés dans Solidarité, unis derrière les emprisonnés et les internés.

Au lendemain de la «délégalisation» du syndicat, la Commission nationale provisoire de Solidarité émet une déclaration mettant en lumière la signification du dernier geste de la bureaucratie et apportant la réponse des travailleurs: «Par cet acte, le WRON (le Conseil militaire de salut national) a reconnu qu'il avait subi une défaite. Le WRON n'a pas réussi à faire éclater le mouvement syndical, et ses tentatives visant à corrompre les dirigeants syndicaux ayant une certaine notoriété ont été infructueuses. Pendant 10 mois d'état de siège, les travailleurs ont démontré solidairement leur opposition au régime du général-matraque (...) Le syndicat indépendant et autogéré Solidarité ne peut être dissous que par la volonté de ses membres. Notre organisation existe et poursuivra ses activités pour créer une république auto-gouvernée.»

Le 11 novembre dernier, le gouvernement libérait Lech Walesa, interné depuis la mise en vigueur de l'état de guerre. Ce geste en lui-même dénote l'état de la situation en Pologne aujourd'hui. La libération de Lech Walesa constitue un recul du régime. Recul devant la lutte acharnée que les travailleurs n'ont pas cessé de mener depuis un an. Et recul devant le soutien international des travailleurs, partout dans le monde, aux ouvriers polonais, à leur syndicat indépendant. La libération de Walesa constitue en même temps un point d'appui pour l'intensification de la lutte pour la libération de tous les militants emprisonnés en Pologne. Tous les événements de la dernière année démontrent que le coup de force du 13 décembre n'a pas réalisé son objectif, bien qu'il ne faille pas sous-estimer son effet sur les organisations indépendantes des travailleurs. Le pouvoir a échoué dans sa tentative de détruire le mouvement

indépendant des masses. La bureaucratie a échoué à liquider, dans les faits, l'organisation indépendante Solidarité édiflée par les travailleurs pendant un an et demi.

Dans son combat, la classe ouvrière polonaise a commence par reconquérir et reconstruire son organisation fondamentale, son organisation syndicale. Pour la défendre contre la bureaucratie, elle a dû mettre sur pied ses comités de grève, ses conseils ouvriers. Mais la bureaucratie ne peut tolérer l'existence d'organisations ouvrières indépendantes. De telles organisations sont contradictoires avec la nature même de son pouvoir, avec la préservation de ses privilèges. Pour s'assurer le maintien de ses privilèges, la bureaucratie doit gouverner avec un monopole total du pouvoir. Elle doit exclure la classe ouvrière de tout pouvoir politique, de tout contrôle de la propriété sociale des moyens de production. Elle doit lui nier tout droit à une représentation politique propre. Frauduleusement, elle doit se prétendre la «représentation» de la classe ouvrière. C'est cette prétention de la bureaucratie que le mouvement de la classe ouvrière polonaise a détruite. La «République auto-gouvernée» dont parle la déclaration de la Commission provisoire de coordination de Solidarité du 9 octobre 1982, n'est autre que l'affirmation du pouvoir des travailleurs, expulsant la bureaucratie, assurant la défense et le contrôle de la propriété sociale. Aussi, la révolution polonaise ébranle et continuera d'ébranler le pouvoir de la bureaucratie, non seulement en Pologne, mais dans toute l'Europe de l'Est, et en URSS. La révolution que mènent aujourd'hui les travailleurs polonais s'inscrit dans la ligne du mouvement des travailleurs de l'Allemagne de l'Est en 1953, de la révolution hongroi-

se des conseils ouvriers de 1956, du mouvement révolutionnaire tchécoslovaque en 1968. Elle intègre toute l'expérience tirée de ces mouvements antérieurs et prolonge leur tradition avec une ampleur et à un niveau supérieurs. Soulignons à cet effet, la proclamation, le 14 septembre 1981, au moment même du congrès de Solidarité, du Parti socialiste polonais du travail (PSPP). Créé à l'initiative d'un groupe d'ouvriers, dont Edmund Baluka, dirigeant en 1970-71 du comité de grève de la ville de Szczecin, le PSPP, surgi au coeur du mouvement des travailleurs polonais, se donne pour tâche de créer un authentique parti des travailleurs, indépendant de la bureaucratie, du POUP.

Décembre 1982

Appendice

Nous reproduisons la liste des revendications de Solidarité telles que transmises par Informator (Toronto, Sept. 1981), le bulletin de la Fédération des femmes polonaises.

1. *Touchant l'ordre syndical:*
 - retour au travail de Walentynowicz et Walesa
 - reconnaissance officielle du nom Solidarité
 - reconnaissance officielle de Solidarité en tant que syndicat indépendant
 - reconnaissance du droit à la libre négociation avec l'État
 - reconnaissance du droit de s'unir au KOR
 - droit de grève
 - abolition de représailles contre les grévistes
 - droit d'informer la population, sans censure, à travers les organes de télé-communication.
2. *Touchant les conditions de travail:*
 - hausse des salaires et indexation au coût de la vie
 - répartition plus équitable de la masse salariale
 - les samedis libres
3. *Touchant l'ordre social:*
 - érection d'un monument commémorant les victimes de 1970
 - libération des prisonniers de 1970
 - poursuite des persécuteurs des victimes de 1970
 - abolition des privilèges pour les membres du parti, de la police et de l'armée
 - égalité dans les primes d'allocation familiale
 - approvisionnement régulier des magasins et marchés publics

- restitution de leur nom d'origine aux édifices culturels, aux entreprises, aux rues et lieux publics.
4. *Touchant l'ordre religieux:*
- droit à la télédiffusion et à la radiodiffusion de la messe dominicale
 - réinstallation des crucifix sur les murs des maisons d'éducation
 - droit à l'Église de participer à la négociation avec l'État.

Références bibliographiques

La Vérité organe du comité central de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la 4ième Internationale), Paris, numéros parus de 1970 à 1980. En particulier les articles suivants:

«Les militants de l'Europe de l'Est et la 4e internationale», (no 549, juillet 1970).

Czeslaw Bokowski, «Premier pas de la révolution socialiste en Europe; la révolution politique a commencé en Pologne», (no 556, avril 1972).

J.M., «Le samizdat tchécoslovaque, *Ici Prague, L'opposition intérieure parle*», (no 560, avril 1973).

«Anna Sabata, militante communiste tchécoslovaque, s'adresse par lettre aux partis communistes et ouvriers du monde entier», (no 560, avril 1973).

«La marche en avant de la révolution politique dans les Pays de l'Est, en Chine et en Union soviétique», documents politiques adoptés par le 17e et 18e congrès de l'OCI, (no 561, juillet 1973).

Jacques Meyrand, «*S'ils me tuent*, livre de Jiri Pelikan», (no 570, février 1976).

Jean-Jacques Marie, «Pologne, la révolution en marche», (no 575, février 1977).

Correspondance internationale, Paris, numéros parus d'octobre 1980 à octobre 1981.

Tribune internationale, Paris, numéros parus de janvier 1982 à décembre 1982.

Documents du Comité de défense des ouvriers de Pologne, documents rassemblés par le Comité international contre la répression, Paris.

Gierek face aux grévistes de Szczecin, Paris, SELIO, 1972.

Pierre Broué, *Le printemps des peuples commence à Prague*, supplément à *La Vérité*, no 542, Paris, 1969.

François Fejto, *Histoire des démocraties populaires*, t. II, *Après Staline*, Paris, Édit. du Seuil, 1969.

François Manuel, *La révolution hongroise des conseils ouvriers*, Documents de l'OCI, no 5, Paris, octobre 1976.

Jiri Pelikan, *Ici Prague, L'opposition intérieure parle*, Paris, Édit. du Seuil, 1973.